



## L'exception française

Pascal Perrineau

► **To cite this version:**

Pascal Perrineau. L'exception française. Pouvoirs - Revue française d'études constitutionnelles et politiques, Le Seuil, 1998, pp.35 - 42. hal-03196814

**HAL Id: hal-03196814**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03196814>**

Submitted on 13 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'EXCEPTION FRANÇAISE

**D**EPUIS QUINZE ANS l'extrême droite française s'est implantée à tous les niveaux du système politique. Du niveau municipal au niveau européen, en passant par tous les échelons intermédiaires (cantonal, régional, législatif et présidentiel), le Front national a connu un renforcement régulier de son emprise électorale, conquis ses premières municipalités, pesé de tout son poids, en 1998, sur la confection des nouveaux exécutifs régionaux et battu tous ses records électoraux avec les 15,3 % des suffrages exprimés (4 656 000 voix) obtenus en 1995. En dépit, ici et là, de poussées électorales du même type dans d'autres pays européens, la France reste une exception du fait du niveau élevé et de la longue durée de la réussite électorale du FN. Seule l'Autriche connaît, avec le FPÖ de Jörg Haider, une extrême droite à haut niveau d'implantation électorale (27,6 % aux élections européennes d'octobre 1996), mais la dynamique de ce national-populisme a été un peu moins précoce qu'en France et n'est véritablement sensible que depuis 1986. Ainsi, si ce n'est la proximité du cas autrichien, le succès électoral de l'extrême droite reste une spécificité française. Quels sont les éléments culturels, sociaux et politiques qui permettent de rendre compte de cette « exception française » ?

35

Pour tous ceux qui réduisent le Front national aux seules questions du chômage, de l'immigration et de l'insécurité, il y aurait une réponse évidente et immédiate : son succès serait étroitement articulé à une spécificité française qui associerait chômage élevé, population étrangère nombreuse et insécurité prononcée. L'extrême droite ne serait qu'une réponse politique et mécanique à ces enjeux sociaux mal pris en compte par les partis démocratiques traditionnels. Cette hypothèse est fragile dans la mesure où de très nombreux pays européens connaissent des

taux de chômage, de population étrangère ou de délinquance sensiblement égaux ou même supérieurs à ceux de la France sans connaître de fortes implantations électorales de l'extrême droite. Pour le chômage, c'est le cas de la Belgique, de l'Irlande, de l'Italie ou encore de l'Espagne. Pour la population étrangère, c'est le cas de la Belgique, de l'Allemagne ou du Luxembourg. Enfin, pour la délinquance, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne ou la Belgique connaissent des évolutions similaires à celles qui affectent la France.

### LE LEGS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

36 Ainsi, au-delà d'une conjoncture économique et sociale qui n'est pas caractéristique de la seule France, il faut s'intéresser au legs d'une culture politique française qui charrie de fortes spécificités. Premier pays à puiser les sources de son système politique dans la philosophie des Lumières, la France a aussi généré un vigoureux courant contre-révolutionnaire qui, des débuts du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, a alimenté nombre de mouvements politiques (l'Action française, la Révolution nationale, certains mouvements hostiles à la décolonisation et proches de la fraction la plus intransigeante du catholicisme français). Même diminué et marginalisé, ce courant pérenne constitue une structure d'accueil dans laquelle viennent se cristalliser les rancœurs et les déceptions vis-à-vis des « vertus » de la République. C'est ainsi que ce courant récupéra successivement les déceptions à l'égard de la III<sup>e</sup> République naissante, les colères contre la même République finissante dans les années 1930 et enfin, dans les années 1950, les exaspérations contre les incapacités d'une IV<sup>e</sup> République engluée dans le borborygme colonial. Cependant, très tôt, les protestations contre les faiblesses de la République parlementaire ne servirent pas seulement à nourrir ce vieux courant contre-révolutionnaire et alimentèrent la tentation d'une République césariste.

### LA PULSION CÉSARISTE

Les partis plébiscitaires constituent une composante forte de la culture politique française qui, en dehors de la tradition contre-révolutionnaire, ont régulièrement alimenté et structuré les poussées d'extrême droite et de national-populisme. Le boulangisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les ligues dans l'entre-deux-guerres, le poujadisme de la fin des années 1950 furent, chacun avec leurs spécificités, des surgeons de ce vieux tempérament

plébiscitaire qui, selon l'expression d'André Siegfried, constitue « dans l'histoire et la psychologie des partis français, un chapitre tout spécial. [...] dans certaines circonstances qu'il est possible d'analyser et de connaître, il surgit et s'épanouit tout à coup avec une telle puissance que tout le pays en est transformé : ses manifestations sont de l'ordre éruptif<sup>1</sup> ».

Ces deux courants, contre-révolutionnaire et plébiscitaire, irriquent, depuis deux siècles, le paysage politique français et peuvent accueillir, plus aisément que dans d'autres pays, les déceptions et les frondes contre le « système ». C'est ainsi qu'un quarteron d'héritiers de la tradition contre-révolutionnaire et de césaristes rêvant de plaies et de bosses, associé depuis 1972 aux néofascistes d'Ordre nouveau dans un Front national, se trouve, au début des années 1980, en situation d'exploiter et de capter le malaise d'une société française confrontée à une crise économique durable et à une déception politique liée à l'alternance de 1981. Cependant, pour que ces vieux courants retrouvent leur pouvoir de séduction politique, il faut qu'un malaise socio-économique et politique vienne éroder la confiance républicaine ou ce que Stanley Hoffmann appelait la « synthèse républicaine », délicat équilibre entre une société structurée, un système politique centralisé et une vision du monde extérieur tirant orgueil de l'universalité des valeurs françaises<sup>2</sup>.

37

## L'IMPENSÉ DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Le malaise socio-économique s'est installé avec le développement du chômage et l'impression croissante que l'immigration participait à l'aggravation de la situation. Cette logique de l'immigration « bouc émissaire » des inquiétudes et des difficultés engendrées par le chômage n'est pas une spécificité française et est à l'œuvre dans tous les pays européens qui accueillent sur leur sol une forte immigration (Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne...). Alors, pourquoi cette logique du « bouc émissaire » immigré rencontre-t-elle un écho particulier dans l'Hexagone ? Une piste explicative peut être trouvée dans le fait que la diabolisation économique de l'immigré est redoublée, dans le cas français, d'une diabolisation politique. En effet, depuis la fin des années 1970, la population majoritaire dans l'immigration est d'origine maghrébine. En 1982, 38 % de la population étrangère en France sont constitués par des personnes originaires

1. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Genève-Paris-Gex, Slatkine Reprints, 1980 (1<sup>re</sup> éd., 1913), p. 473.

2. Stanley Hoffmann, *Sur la France*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Politique », 1976.

du Maghreb. Vingt ans plus tôt, ils n'étaient que 19 %. Dans les années 1950, et jusqu'en 1962 pour l'Algérie, la France a été en guerre ouverte ou larvée dans les trois pays du Maghreb. La longue guerre d'Algérie (1954-1962) a laissé des traces fortes et un lourd contentieux dans les opinions des deux côtés de la Méditerranée. Dès 1965, l'électorat des pieds-noirs avait été un des principaux supports du candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle : Jean-Louis Tixier-Vignancour dont l'axe essentiel de campagne avait été la dénonciation de la « trahison » gaulloise et la nostalgie de l'Algérie française. Encore aujourd'hui, l'extrême droite et Jean-Marie Le Pen rencontrent un écho favorable dans la population d'origine pied-noire. Les très bons scores obtenus par les candidats du Front national dans nombre de communes des régions méditerranéennes sont le reflet de fortes communautés pieds-noires, établies dans ces zones depuis l'exode du début des années 1960. Mais, bien au-delà de ces acteurs directs du drame algérien, la guerre d'Algérie, qui s'est soldée par la victoire politique du FLN, a laissé derrière elle son lot de traumatismes, de rancœurs et d'ostracismes dans l'opinion publique française. Dans la hiérarchie des antipathies de l'opinion publique française vis-à-vis des groupes allogènes, telle que l'établit annuellement depuis 1990 l'institut CSA pour le compte de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, c'est régulièrement la population maghrébine qui attire le plus de rejet, loin devant les populations d'Afrique noire, d'Asie ou encore d'Europe méditerranéenne<sup>3</sup>. Alors que, respectivement, 5 %, 15 % et 17 % des personnes interrogées représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus déclarent avoir plutôt ou beaucoup d'antipathie pour les Européens de pays méditerranéens, les Asiatiques et les Noirs d'Afrique, elles sont 35 % et 40 % à avoir de l'antipathie pour les jeunes Français d'origine maghrébine (les beurs) et les Maghrébins (enquête CSA/CNCDH, novembre 1996). Cette hostilité aux Maghrébins atteint des sommets chez les électeurs proches du Front national : 80 % et 83 % d'entre eux déclarent avoir de l'antipathie pour les beurs et les Maghrébins. Ce rapport particulier à la population maghrébine avive le rejet d'une immigration perçue par une partie de l'opinion comme non seulement massive, hétérogène, mais aussi « ennemie ». Dans aucun autre pays européen, la population majoritaire dans l'immigration n'est issue d'un pays avec

3. Roland Cayrol, « Les indicateurs du racisme et de la xénophobie », in Élisabeth Dupoirier et Jean-Luc Parodi (dir.), *Les Indicateurs sociopolitiques aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 303-317.

lequel le pays d'accueil s'est battu pendant huit années au cours d'un conflit sanglant et fratricide, qui constitue aujourd'hui encore un profond traumatisme dans l'inconscient collectif. Cet impensé de la guerre d'Algérie constitue un des principaux ingrédients de la réussite politique de la démonologie immigrée qui reste un des axes majeurs de la propagande frontiste. Les thèmes de la dangerosité, du terrorisme, de la trahison, de l'assistanat ou de l'incurie, que le Front national associe souvent à l'immigration, ne font que prolonger une thématique déjà abondamment utilisée au moment des conflits de décolonisation au Maghreb. Plus de trente ans plus tard, le conflit algérien et les représentations qu'il avait activées viennent hanter et compliquer la très actuelle question des flux migratoires. A cette spécificité de l'histoire politique récente, il faut ajouter d'autres éléments de la culture et du système politiques français.

39

#### LES EFFETS PERVERS DU CONSENSUS COHABITATIONNISTE

Au cours des douze dernières années, la V<sup>e</sup> République a vécu presque la moitié du temps sous le régime de la cohabitation entre gauche et droite. Cette situation de cohabitation prolongée et d'absence d'alternative a pu avoir des effets délétères dans une culture politique qui privilégiait depuis des décennies l'alternative radicale ou encore ce que François Furet appelait la « culture politique révolutionnaire ». La longue occupation du pouvoir par la gauche a relégué au magasin des accessoires ce que Léon Blum appelait la « conquête du pouvoir » et fait découvrir à l'opinion une « gauche de gouvernement » qui ne pouvait plus revendiquer l'héritage de la « gauche révolutionnaire » et ses airs de « rupture », de « changement de société », etc. Cet *aggiornamento* jamais assumé comme tel par la gauche, joint à l'unanimité de la cohabitation, a peu à peu laissé vacant l'espace de la protestation radicale. Le Front national s'y est installé progressivement, tout comme le FPÖ de Jörg Haider a pu profiter, en Autriche, du partage du pouvoir quasi institutionnalisé entre la gauche social-démocrate et la droite démocrate-chrétienne<sup>4</sup>. Dans la terminologie lepéniste, la dénonciation de la « bande des quatre » exploite à satiété ce sentiment « antisystème » que bien d'autres hommes et formations politiques ont utilisé dans le passé français.

---

4. Mis en place progressivement de 1945 à 1966, le système de la *Proporz* prévoit la répartition équitable des postes du secteur public entre les deux grands partis de gauche – le SPÖ – et de droite – l'ÖVP.

Au-delà des effets pervers du consensus cohabitationniste, le système politique français est porteur d'une très forte culture étatique et d'une foi républicaine qui rendent plus compliquée que dans des sociétés davantage libérales et démocrates la gestion de problèmes comme l'insécurité, l'immigration et, plus globalement, le rapport à l'autre, l'individualisation et la diversification de la société.

## LES NOSTALGIES DE L'ÉTAT FORT

40 Sur le terrain de l'insécurité, qui est aujourd'hui un des thèmes sur lesquels Jean-Marie Le Pen et le Front national rencontrent le plus d'écho dans la population, l'État fait face à une véritable « crise du monopole de la violence légitime<sup>5</sup> » et assiste, avec la hausse continue de la délinquance depuis trente ans, avec le développement du système assurantiel ou encore la marchandisation de la sécurité, à un déclin des régulations étatiques. Cette crise, qui touche le cœur même de l'État, défini par Max Weber comme « communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé, [...] revendique avec succès, pour son propre compte, le monopole de la violence physique légitime<sup>6</sup> », a des effets particulièrement délétères dans une société davantage intimement liée à son État que la plupart des autres sociétés européennes. Il y a dans le vote en faveur du Front national une « demande d'État », d'un État recentré sur ses fonctions régaliennes, sûr de soi et dominateur.

## L'ALLERGIE RÉPUBLICAINE À LA DIFFÉRENCE CULTURELLE

L'immigration et la diversification culturelle qu'elle a développée au sein de la société ont également remis en cause une conception très hexagonale de l'État-nation. Comme l'écrit Michel Wieviorka : « La France,

---

5. A la fin de son excellent ouvrage sur la *Sociologie politique de l'insécurité* (Paris, PUF, 1998), Sebastian Roché s'interroge (p. 258) : « L'État peut-il encore passer pour le point privilégié duquel on peut connaître et agir, la tête de la société, et aussi la main de la société agissant sur elle-même ? La monopolisation de la violence légitime, et son corollaire celui de dire la loi et donc de fonder l'interdit, en était la traduction. On voit aujourd'hui combien cette vision des choses est imparfaite, pour ne pas dire plus. L'enrichissement de la société, l'éducation généralisée qui y est dispensée rendent les individus de moins en moins prédictibles. Au moment où les élites continuent à affirmer le pouvoir de la société sur elle-même *via* l'État, la sécurité dans la société cesserait-elle d'être maîtrisable du fait de son individualisation et sa déspatialisation ? »

6. Max Weber, *Économie et Société*, Paris, Plon, 1971, t. I, p. 57.

expression forte de l'État-nation, société nationale très intégrée, est attachée à des valeurs républicaines et au principe de la laïcité, acquis il y a moins d'un siècle, qui impose la séparation radicale du politique et du religieux, dont elle prône non pas l'interdiction, mais le confinement dans l'espace privé ; elle résiste à toute reconnaissance des particularismes culturels dans la vie politique, où elle ne veut connaître que des individus-citoyens. Elle ne peut donc traiter les différences culturelles de la même manière que d'autres pays, dont la tradition politique leur est plus ouverte, qu'il s'agisse par exemple du système des piliers de la Belgique ou des Pays-Bas, ou de la place des lobbies dans le système américain<sup>7</sup>. » Ce modèle républicain, allergique à la reconnaissance des identités particulières, organisé autour d'une conception intégratrice et universaliste de la nation, rend plus difficiles la connaissance et la reconnaissance des différences. Face à une société française de plus en plus ouverte, hétérogène et complexe, ce modèle est entré en crise. Tout comme Philippe Burrin constate que le régime de Vichy a correspondu à un moment d'un « cycle de décomposition républicaine<sup>8</sup> », on peut aujourd'hui considérer que le Front national est le fruit d'une maladie sénile du modèle républicain : « Le national-populisme s'alimente de la maladie sénile du modèle français d'intégration républicaine en permettant aux Français qui se veulent de souche de concilier sur un mode imaginaire ce qui devient inconciliable dans la pratique<sup>9</sup>. » Craquant sous les coups de boutoir de la « société ouverte », le modèle républicain connaît une grave crise des institutions qui le faisaient fonctionner : école, armée, services publics... Travaillée à l'intérieur par la montée des particularismes culturels, la nation française est également contestée du dehors par la construction européenne, la globalisation de l'économie et l'internationalisation culturelle. Ces forces centrifuges, internes et externes, répandent un profond malaise dans un pays qui s'est longtemps vécu comme plus homogène et exceptionnel que bien d'autres. Dans un tel contexte, les thèmes de l'État fort, de la préférence nationale, de la dénonciation du mondialisme et du libre-échange, ou

41

---

7. Michel Wieviorka (dir.), *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte, 1996, p. 35.

8. Dans une communication sur « L'idéologie de la Révolution (Contre-Révolution ?) nationale », faite lors du colloque « The Extreme Right-Wing in France, 1880 to the Present » (Dublin, Trinity College, 26-28 mars 1998), Philippe Burrin a analysé la « Révolution nationale » vichyste comme « moment d'un cycle de décomposition républicaine ».

9. Michel Wieviorka, *op. cit.*, p. 43.



encore de la nécessité d'une renaissance de la nation, ont un espace de réception plus important dans la société française que dans d'autres sociétés européennes. Quand le modèle républicain et étatique français n'a plus les moyens de ses ambitions, il nourrit toute une cohorte de désillusions et de nostalgies dont le Front national fait son miel.

## R É S U M É

---

*La France est un des pays d'Europe où l'extrême droite est à un haut niveau électoral et cela depuis bientôt quinze ans. Cette « exceptionnalité » française s'enracine dans de vieilles traditions politiques (legs contre-révolutionnaire, pulsion césariste), dans une histoire politique marquée par le souvenir douloureux de la guerre d'Algérie, dans un système politique connaissant de longues périodes de cohabitation et enfin dans une culture républicaine et étatique qui n'admet qu'à contrecœur l'accentuation des différences ethniques et culturelles ainsi que la crise de l'État-providence.*